

# EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 19 mai 2025

**Date de convocation :** 13 mai 2025

**Date d'affichage :** 13 mai 2025

**Nombre de Conseillers en exercice :** 27

**Nombre de Conseillers présents :** 22

**Nombre de Conseillers votants :** 27

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi dix-neuf mai à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

**Étaient présents :** A. Guennou – M. Cosson – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – M. Devrand – E. Allanïc – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

**Étaient absents excusés :** M. Colas donnant procuration à A. Jégouic, V. Rebours donnant procuration à A. Guennou, A.G. Bertrand donnant procuration à V. Rosnarho, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, S. Hamon donnant procuration à E. Allanïc.

**Était absent :** néant

Madame Virginie Rosnarho est nommée secrétaire et Madame Eva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

## OBJET :

### INDEMNISATION DES HEURES COMPLÉMENTAIRES ET SUPPLÉMENTAIRES DES AGENTS DE LA COMMUNE

**Rapporteur :** Morgane COLAS, Adjoint chargée de l'Administration générale, des finances et des ressources humaines

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, modifié par le décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Considérant que le personnel peut être appelé, selon les besoins du service, à effectuer des heures complémentaires dans la limite de la durée légale du travail et des heures supplémentaires au-delà de la durée légale de travail à la demande exclusive de l'autorité territoriale ou de son chef de service.

Les heures supplémentaires et complémentaires doivent impérativement respecter les garanties minimales de temps de travail, prévues par le décret n°2000-815 du 25 août 2000.

Les agents à temps complet ne peuvent réaliser que des heures supplémentaires.

Les agents à temps non complet peuvent quant à eux, réaliser des heures complémentaires, puis des heures supplémentaires.

Les heures complémentaires et les heures supplémentaires ne peuvent être en aucun cas effectuées sur la simple initiative des agents.

Ces heures doivent obligatoirement être faites sur demande du supérieur hiérarchique ou de l'autorité territoriale. Ainsi, si un agent effectue des heures sans qu'il y ait une demande spécifique de son supérieur, alors il ne s'agit pas juridiquement d'heures complémentaires ou supplémentaires et celles-ci n'ont pas vocation à être indemnisées ou récupérées.

Les agents ne peuvent refuser la réalisation d'heures supplémentaires ou complémentaires, pour nécessité ou continuité de service car ils sont soumis au principe d'obéissance hiérarchique. En cas de refus, ils encourent une sanction disciplinaire.

Ces heures supplémentaires effectuées peuvent :

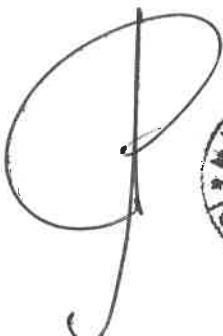
- Faire l'objet d'une récupération en temps de repos compensateur,
- Être rémunérés sous forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Le nombre maximum mensuel d'heures supplémentaires est de 25 heures (décret n°2002-60 du 14 janvier 2002).

Vu l'avis favorable du Comité Social territorial en date du 28 avril 2025 ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- **D'INSTAURER le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) par principe :**
  - Aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires ;
  - Aux agents qui appartiennent à des cadres d'emplois relevant de la catégorie B ou C ;
  - Aux fonctionnaires relevant de certains cadres d'emplois de catégorie A de la filière sanitaire et sociale et agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature.
- **D'AUTORISER Madame le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette délibération.**

 **Annie GUENNOU,**  
Maire.

